

## **9 Actions prioritaires**

Il ne sera pas facile d'éviter que la pénurie d'eau ne compromette la sécurité alimentaire, les systèmes écologiques nécessaires à la vie ainsi que la stabilité politique et sociale. Dans une grande partie du monde, notamment dans les régions arides et semi-arides, augmenter la quantité d'eau fournie à un utilisateur signifie l'ôter à un autre. La réalisation de nouveaux barrages ou dérivations de cours d'eau n'offrira que rarement des solutions durables étant donné que, dans la plupart des cas, cela aboutirait à prélever plus d'eau des systèmes d'eau douce déjà surexploités. Les principaux défis consistent maintenant à établir les priorités et à formuler les politiques pour la répartition de l'eau entre les différents usages et utilisateurs en concurrence, à encourager une utilisation plus efficace et plus productive de l'eau ainsi qu'à réorganiser les institutions afin qu'elles correspondent mieux à la nouvelle situation et aux contraintes actuelles s'exerçant dans le domaine de l'eau. Ce sont là des tâches que les responsables en charge de l'eau ne peuvent mener à bien seuls. Ces tâches font partie maintenant de la compétence des diplomates, figurent à l'ordre du jour des conseils de ministres et se retrouvent au premier rang des priorités des banques de développement et des organismes internationaux d'aide.

Face à cette situation de pénurie d'eau dans la région méditerranéenne et aux menaces liées à l'eau qui pèsent sur l'environnement, il est nécessaire de procéder à un examen au niveau national et régional des problèmes physiques et techniques qui touchent le développement et la gestion des ressources en eau et d'établir une liste de priorités.

Une priorité absolue est de garantir aux hommes la quantité minimale d'eau de bonne qualité dont ils ont besoin pour rester en bonne santé et productifs. Les gouvernements ont une responsabilité importante et doivent veiller à s'assurer que la fonction vitale fondamentale que remplit l'eau soit garantie, surtout compte tenu du contexte de concurrence accrue en ce qui concerne l'eau et les fortes pressions exercées pour traiter l'eau plus comme un bien.

Ce ne sont pas les disponibilités en eau en soi qui constituent un obstacle à la satisfaction de ces besoins fondamentaux de l'homme mais plutôt les investissements inadéquats de la part des gouvernements, des organismes d'aide extérieurs et des collectivités locales dans les technologies, infrastructures et institutions nécessaires.

À cet égard, un certain nombre de questions concernant les actions nécessaires sont décrites et discutées ci-après.

### **9.1 - Evaluation des ressources en eau**

De nombreux efforts ont été faits dans les différents pays de la région afin d'évaluer les ressources en eau. Il est nécessaire toutefois de continuer ces efforts étant donné la nature complexe des climats arides et semi-arides et la forte variabilité des grandeurs et de la distribution. Les recherches concernant nombre de données n'ont pas été réalisées de façon adéquate et, ce qui est plus important, des hypothèses hasardeuses sont incluses dans les estimations des eaux souterraines. L'évaluation des ressources en eau est nécessaire pour un certain nombre de raisons outre l'évaluation de la quantité, de la qualité et de la distribution spatiale et temporelle ; elle devrait aussi comprendre le suivi des variations dues à la variabilité du climat et aux changements climatiques, l'évaluation de l'impact sur l'environnement de la gestion des ressources en eau et des systèmes socio-économiques ainsi que des risques liés à l'eau.

### **9.2 - Gestion des ressources en eau : une nouvelle approche**

Dans la région méditerranéenne, l'évolution actuelle montre bien que nous ne pouvons pas continuer dans la voie présente où la gestion des ressources en eau est caractérisée par des politiques insoutenables à tout point de vue : économique, social ou environnemental. Les problèmes sont nombreux mais tous découlent de quatre grandes erreurs :

- le refus de traiter l'eau comme un bien économique,
- une forte dépendance du gouvernement pour les services relatifs à l'eau et aux eaux usées,
- une gestion de l'eau fragmentée entre plusieurs secteurs et institutions,
- un manque de prise en compte appropriée des questions d'hygiène et d'environnement.

Nous devons adopter une nouvelle approche en matière de gestion des ressources en eau dans la région qui permette de surmonter ces erreurs, de réduire la pauvreté et de préserver l'environnement, le tout dans un cadre de développement durable caractérisé par :

- une approche intégrée des questions de quantité et de qualité,
- une gestion de l'utilisation des sols liée à une gestion durable de l'eau,
- la reconnaissance de l'eau comme un bien économique,
- le soutien des approches participatives et novatrices.

Les éléments essentiels des actions à réaliser dans le cadre de cette nouvelle approche sont résumés dans l'encadré 9.1.

**Encadré 9.1 - Nouvelle approche pour la gestion des ressources en eau**

**a) Stratégies : de la segmentation à l'intégration.**

Les questions concernant l'eau doivent être traitées de façon systématique. Nous devons arrêter de gérer l'eau par secteur suivant ses différentes utilisations et développer à la place un cadre global intégré pour la gestion des ressources en eau.

**b) Interventions : du préventif au curatif.**

Les interventions dans le secteur de l'eau devraient passer du curatif au préventif pour éviter que des problèmes coûteux ne surviennent et pour aboutir à une utilisation efficace des ressources en eau. Grâce à des interventions préventives, les sources d'eau fragiles qui caractérisent la région pourraient être utilisées en réduisant les coûts de la régénération.

**c) Investissements : du marginal au stratégique.**

Pour s'attaquer aux problèmes de la gestion des ressources en eau dans le cadre de la nouvelle approche, il faut pouvoir disposer de façon continue d'une large gamme d'investissements, aussi bien petits que grands. Les investissements qui maximisent les bénéfices peuvent être de différents types et tailles. Les analyses globales et l'approche coût-efficacité sont des déterminants importants au niveau de la prise de décisions en matière d'investissements. De même, il est tout aussi important de bien gérer et d'entretenir les investissements. Il faut cependant reconnaître que les investissements ne sont pas la seule solution pour la gestion durable des ressources en eau. Bien que les améliorations de l'infrastructure restent cruciales, elles doivent être complétées par des mesures visant à renforcer les institutions, à développer les ressources humaines et à promouvoir la sensibilisation du public.

Étant donné la nécessité de mobiliser les ressources, d'améliorer l'efficacité et d'augmenter la qualité des services pour les utilisateurs, la participation du secteur privé à la gestion de l'eau doit être encouragée. De même, pour assurer l'internalisation des mesures visant l'utilisation d'incitations économiques, il faut encourager la participation des utilisateurs à la conception des projets et des programmes.

### 9.3 - Gestion de l'offre et de la demande dans le domaine de l'eau

Les questions relatives à la gestion de l'approvisionnement par rapport à celle de la demande sont des questions importantes qui méritent une attention toute particulière dans une zone de pénurie d'eau telle que les pays du sud de la Méditerranée. Pendant longtemps, le concept de la gestion de l'approvisionnement a prédominé dans les actions réalisées dans la région. Au cours du siècle dernier, de grands projets pour l'approvisionnement en eau ont été réalisés dans la région comme de grandes retenues, des aménagements à grande distance et l'extraction des eaux fossiles. De telles entreprises se heurtent à des limites économiques et environnementales qui nécessitent l'intégration de la gestion de l'approvisionnement et de la gestion de la demande par le biais de mesures visant à minimiser le gaspillage, à améliorer l'efficacité et à entretenir les ouvrages.

#### *Tarifification de l'eau d'irrigation*

La tarification de l'eau d'irrigation est un préalable très important à toute gestion efficace de la demande d'eau pour l'irrigation étant donné qu'il a été constaté que malgré les pénuries d'eau existantes, les techniques d'irrigation font très souvent un mauvais emploi de l'eau dans l'agriculture. Ceci est principalement dû à l'erreur faite dans le passé de ne pas reconnaître la valeur économique de l'eau et le coût réel de l'offre de services dans le domaine de l'eau. Aujourd'hui, beaucoup d'analystes s'accordent pour dire que la gestion de l'eau comme un bien économique constitue un outil important pour arriver à une utilisation efficace et équitable de l'eau ainsi que pour encourager la conservation et la protection des ressources en eau. Néanmoins, il est difficile pour plusieurs pays de la région de concilier le concept de l'eau comme bien économique avec l'idée traditionnelle de l'eau comme un droit et une nécessité fondamentale de l'homme.

### 9.4 - Sécurité alimentaire : stratégies à court et à long terme

L'agriculture continuera à être le principal consommateur des ressources en eau dans de nombreuses parties de la région. Le manque d'eau sera dû pour environ 50 % à l'accroissement de la population et à la détérioration de la productivité causée par une mauvaise gestion de l'eau. Il existe deux approches qui doivent faire l'objet d'un débat entre scientifiques, responsables politiques et utilisateurs de l'eau dans l'agriculture. La première concerne la formulation d'une stratégie à court terme pour l'eau et le développement agricole durable ; de grandes quantités –près de 50 % du volume total de l'eau actuellement utilisée dans l'agriculture– pourraient être libérées pour répondre aux nouveaux besoins de l'agriculture en améliorant l'efficacité dans ce secteur, déjà 40 % grâce à de meilleurs systèmes de gestion de l'eau à des fins agricoles, en réduisant les pertes dues à la distribution d'eau d'irrigation, en changeant les systèmes de culture, en améliorant le calendrier des irrigations et en adoptant des technologies d'irrigation efficaces. Dans ce contexte, une partie des besoins croissants en eau de l'agriculture pourrait être satisfaite grâce au recours à des méthodes non conventionnelles

d'approvisionnement en eau comme l'eau salée et les eaux usées traitées. Ceci nous amène à la deuxième approche, à savoir la stratégie à long terme ayant pour objectif la satisfaction des besoins alimentaires futurs en tenant compte du poids de l'eau et de l'existence d'une sécurité alimentaire dans les conditions environnementales, commerciales et économiques locales données.

Pour accéder à la sécurité alimentaire, des actions doivent être prises visant à :

- promouvoir une utilisation efficace de l'eau d'irrigation (« irrigation de précision »),
- promouvoir une utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture (« agriculture de précision »),
- promouvoir la réutilisation de l'eau dans l'agriculture, notamment le recyclage et la réutilisation de l'eau de drainage et des eaux usées.

### **9.5 - Utilisation sectorielle de l'eau et efficacité de l'affectation**

Dans la région, la discussion porte actuellement sur l'adoption de principes d'efficacité du point de vue de l'allocation qui aboutit à utiliser l'eau premièrement dans les secteurs économiques offrant le meilleur taux de rentabilité par rapport à l'eau utilisée, c'est-à-dire l'industrie et les services plutôt que l'agriculture, et deuxièmement, au sein de chaque secteur, aux activités productives qui génèrent les meilleures retombées économiques, comme la production de cultures qui obtiennent un prix élevé sur les marchés mondiaux plutôt que celles, comme le sucre, le blé et le riz, pour lesquelles d'autres producteurs ont un accès gratuit ou pratiquement gratuit à l'eau. Une telle approche ne crée pas de l'eau mais fournit une base saine pour la politique d'utilisation de cette ressource rare.

La possibilité d'obtenir de l'eau des systèmes existants pour approvisionner les utilisateurs supplémentaires d'autres secteurs où les retombées économiques et sociales sont plus élevées représentera une stratégie de plus en plus importante mais qui n'a toutefois pas encore trouvé sa place dans les politiques des gouvernements ou des institutions responsables de l'eau dans les pays en développement de la région. D'après l'analyse de la place traditionnelle de l'eau dans les économies et les cultures de la région, il sera difficile d'adopter et de mettre en œuvre de telles politiques. Pour ceux qui considèrent qu'une eau nouvelle est la seule solution et que les problèmes politiques de réaffectation sont insurmontables, l'approche de la redistribution ne constitue pas une option pertinente. D'autre part, pour ceux qui considèrent que la question essentielle est de servir les intérêts du plus grand nombre possible d'utilisateurs faisant un usage efficace de l'eau, la redistribution de l'eau constituera un élément majeur des futures politiques de l'eau. Il est en tout cas évident que initiative et gestion sont des éléments nécessaires au niveau des solutions avancées. À cet égard, une question beaucoup plus controversée est celle du regard que porte une société sur

ses ressources en eau et l'utilisation qu'elle en fait. Cela dépend, dans une certaine mesure, du niveau général de développement économique d'un pays donné. Plus une société est économiquement développée plus elle doit s'interroger sur sa politique des ressources en eau.

### **9.6 - Partage de l'eau**

Les ressources en eaux transfrontalières partagées entre les pays de la région ou avec des pays hors de la région constituent la majorité des ressources en eau tant de surface que souterraine. Sans mécanisme pour le règlement des conflits, la concurrence entre demandes pour l'eau peut avoir de graves conséquences dans une zone de pénurie d'eau. Il est urgent à cet égard d'agir pour promouvoir une coopération à l'échelle du bassin entre les États riverains. Ceci n'est possible qu'en reconnaissant les intérêts et les problèmes de tous les États riverains par une gestion complète, intégrée et écologiquement rationnelle de l'eau de l'ensemble du bassin.

### **9.7 - Mise en œuvre des programmes sur l'eau**

Les moyens pour la mise en œuvre des programmes sur l'eau dans la région tant au niveau national que régional, y compris le financement, le renforcement des capacités et le développement des ressources humaines, sont des questions importantes qui nécessitent toute l'attention. Les organismes responsables de l'eau ont besoin d'être restructurés afin de pouvoir assumer des fonctions multidisciplinaires.

Des lois et des règlements nationaux en matière de protection et de développement des ressources en eau doivent être élaborés et appliqués. Des mesures d'accompagnement doivent être prises en vue de sensibiliser le public et de promouvoir la participation, l'éducation, la formation et les systèmes d'information. La mobilisation des centres de recherche appliquée et des communautés scientifiques au niveau national et régional ainsi que le renforcement de la capacité scientifique et technologique des régions sont des préalables importants à la mise en œuvre des programmes de développement et de gestion des ressources en eau, notamment pour s'attaquer aux futures menaces pour l'environnement et l'intégrité de ces ressources.

Dans un avenir prévisible, la maîtrise de la demande et une distribution plus équitable de l'eau entre les gens et les pays ainsi qu'entre les gens et la nature représentent la meilleure chance d'éviter que la pénurie ne mène à encore plus de famine et de pauvreté, à une plus grande instabilité politique et sociale ainsi qu'à un accroissement de la dégradation écologique. Une amélioration de l'efficacité peut permettre d'avancer et de tirer plus de l'offre actuelle. Toutefois, les seules stratégies pour l'eau ne suffiront pas. Vivre dans les limites des ressources en eau

fournies par la nature obligera à réduire la consommation parmi les catégories socio-économiques les plus riches et à diminuer la taille des familles dans tous les groupes sociaux. L'intensification des efforts visant à créer les conditions nécessaires pour stabiliser la population doit être au centre de toute stratégie ayant pour objectif la sécurité et la durabilité de l'approvisionnement en eau pour tous à l'avenir.